

Communiqué de presse

Embargo : Vendredi, le 26 mars 2010, 11 hrs 30

Résultats principaux des prévisions de printemps 2010 du KOF

Relance conjoncturelle rapide, revirement de tendance sur le marché de l'emploi

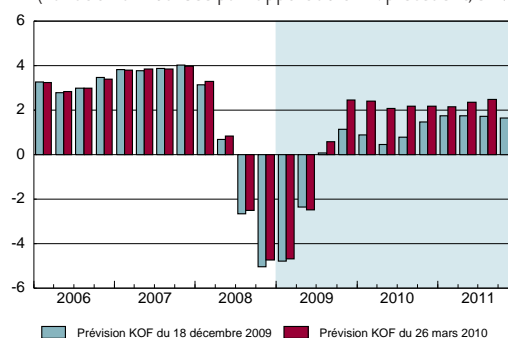
La Suisse est sortie de la récession plus vite qu'on ne l'imaginait. Dès cette année, le PIB devrait à nouveau croître de 1,7%, et le KOF prévoit une croissance du PIB de 2,2% en 2011. L'essor conjoncturel est soutenu par le commerce extérieur et la consommation. Les investissements d'équipement progressent à nouveau (2,4% cette année et 10,5% l'an prochain). Le taux de chômage a d'ores et déjà atteint son maximum ; il s'élèvera en moyenne à 4,1% en 2010. En 2011, la tendance s'inversera totalement sur le marché de l'emploi et le taux de chômage s'abaissera à 3,7%.

Apparemment, la « grande récession » de l'économie mondiale appartient au passé. La relance du commerce mondial s'est amorcée au milieu de 2009. Après un 3^{ème} trimestre vigoureux, le commerce mondial a ensuite de nouveau perdu de son élan. Les principaux partenaires commerciaux de la Suisse sont aussi sortis de la crise, mais une relance stable et autonome n'est pas encore observée dans les pays voisins. La production économique en Suisse a accusé un recul substantiel de -2,5% en 2009. Dès l'automne pourtant, la récession avait été surmontée et la relance a commencé à prendre de l'essor au cours de l'hiver 2009-2010. La demande en exportations suisses s'est ravivée et la hausse du taux de chômage s'est interrompue. La répercussion redoutée de la crise économique sur le marché intérieur s'est donc avérée plus faible et plus courte que prévu.

Durant la période de prévision, les impulsions positives à la conjoncture devraient provenir davantage du secteur privé. En 2009, les mesures de relance conjoncturelle de l'Etat ont modéré le recul du PIB. L'accroissement de la demande globale relancera l'activité d'investissement,

Suisse : PIB réel et prévision

(Variation annualisée par rapport au trim. précédent, en %)



malgré une diminution momentanée de l'utilisation des capacités dans l'industrie de transformation. Les investissements de construction croîtront dans la même mesure que l'an dernier (2010 : 1%). Les investissements d'équipement fourniront une contribution importante à l'augmentation des investissements privés. Ils progresseront de 2,4% en 2010 et de 10,5% en 2011. La résorption actuelle des stocks devrait s'affaiblir progressivement par suite de l'accroissement de la demande.

Pour l'Europe, le KOF prévoit un ralentissement conjoncturel en début d'année. Il ne devrait pas se prolonger, de sorte que les exportations suisses devraient afficher un développement vigoureux en 2010 (3%) et en 2011 (4,2%). La relance sera donc, comme dans le passé, stimulée par le commerce extérieur. La réduction progressive du chômage, la persistance de l'immigration et la diminution de la quote-part d'épargne liée à l'évolution plutôt modérée des salaires généreront des taux de croissance positifs de la consommation privée (2,1% en 2010 et 2,0% en 2011).

L'accroissement de l'activité économique ne devrait pas mettre en péril la stabilité des prix durant la période considérée. Le KOF prévoit un taux de renchérissement de 0,9% en 2010. Le relèvement du taux de TVA de 0,4 point de pourcentage en 2011 aura un impact ponctuel et négligeable sur le niveau des prix, mais il ne constituera pas une impulsion au renchérissement à long terme. A cela s'ajoute que seules des hausses de salaires modérées sont prévues durant la période de prévision (2010 : 1,6%, 2011 : 0,8%). En 2011, l'inflation connaîtra une hausse marginale à 1,0% ce qui donnera à la Banque nationale suisse une marge de manœuvre appréciable afin de résorber les liquidités abondantes injectées sur le marché monétaire pour combattre la crise et de normaliser les taux d'intérêt à court terme.

La relance prévue de l'économie suisse rend superflue toute nouvelle mesure de politique fiscale destinée à la soutenir. Durant la période considérée, les budgets publics ressentiront les effets de la récession passée au niveau des recettes. Comme l'endettement des pouvoirs publics se maintient à un bas niveau en Suisse, d'éventuelles consolidations budgétaires ne devraient pas être engagées avant un redressement durable de la conjoncture. En effet, la relance prévue reste exposée à des risques parfaitement identifiés.

L'évolution des marchés financiers et monétaires s'est certes encore apaisée, mais les récentes expériences montrent que les problèmes subsistants peuvent rapidement déclencher une perte générale de confiance. De même, la hausse spectaculaire des déficits publics et de l'endettement dans certains pays ainsi que la persistance de déséquilibres dans le commerce mondial peuvent compromettre la relance conjoncturelle. La Suisse ne pourra s'y soustraire. L'évolution de la valeur extérieure du franc constitue notamment un facteur d'incertitude pour la Suisse. Toute nouvelle appréciation mettra en péril le redressement des exportations à un moment ou à un autre. De même, un surcroît de volatilité du taux de change représenterait une contrainte pour l'économie car elle porterait préjudice à la planifiabilité des transactions économiques internationales.